

Communiqué de presse Le sport Français uni et mobilisé pour préparer son avenir

Paris, le 26 novembre 2020,

Au vu du contexte à la fois économique et sanitaire qui impacte très lourdement le secteur sportif, tous les acteurs qui font le sport en France, que ce soit les Collectivités territoriales, le Mouvement sportif tant amateur que professionnel et les Acteurs économiques et sociaux, ont fait part de leurs inquiétudes et ont appelé le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence.

Ainsi, le 17 novembre dernier, le Président de la République, accompagné du Premier ministre et des ministres Jean-Michel BLANQUER, Roxana MARACINEANU, Bruno LE MAIRE et Alain GRISET, a longuement échangé avec les représentants du Mouvement sportif, tant amateur que professionnel, et ceux du secteur marchand.

Le Président de la République a tenu à rassurer les différents acteurs et à fixer un cap pour les mois à venir. Son intervention et l'implication du Gouvernement nous laissent espérer la perspective qu'il y ait désormais plus de sport dans le débat public et dans le projet de société de notre pays et nous nous en félicitons.

Le secteur sportif représente désormais 2% du PIB en France avec 77 milliards d'euros de chiffre d'affaires pour 448 000 emplois et 13,1 milliards d'euros pour le budget des associations sportives*.

Il est en effet temps de considérer les activités physiques comme un enjeu sociétal et de santé publique, alors que le coût annuel de la sédentarité est de 17 Mds € en France. Dans son étude publiée le 23 novembre 2020, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) alerte les pouvoirs publics.

Elle souligne que « pour être en bonne santé, il est essentiel de pratiquer les activités physiques », sachant que « les deux tiers des 11-17 ans se situent à un niveau de risque élevé, lié à la sédentarité et l'inactivité physique » accentuée en période de confinement.

Face à ces enjeux majeurs, il s'agit désormais de mettre en œuvre sans délai l'ensemble des mesures annoncées et de les rendre applicables sur le terrain. Nous, collectivités territoriales, acteurs du sport amateur, du sport professionnel ou du sport marchand, sommes volontaires et prêts à nous mettre en ordre de marche pour définir conjointement et rapidement l'opérationnalité des dispositifs à déployer, aux côtés des ministres Jean-Michel BLANQUER et Roxana MARACINEANU.

Plus précisément, nous appelons à lancer de manière prioritaire les travaux nécessairement collectifs portant sur :

- Les modalités de réouverture des installations sportives couvertes et découvertes avec la définition de protocoles renforcés, prioritairement pour les mineurs dans un premier temps, comme annoncé par le Gouvernement ;
- L'élargissement ultérieur de la pratique sportive des adultes afin de permettre une reprise significative de l'activité physique au sein des associations, dans les complexes aquatiques ou du sport marchand ;



- La définition des cibles et modalités de déploiement du Pass Sport qu'il est nécessaire de lancer dans la période identifiée comme la plus propice, parallèlement à la reprise progressive d'activités du secteur ;
- L'élargissement du fonds de solidarité pour la prise en charge de l'ensemble des coûts fixes pour les loisirs marchands et événementiels ;
- Le besoin de visibilité sur les jauges avec une méthodologie par densité
- Le lancement du mécanisme de soutien au sponsoring sportif qui impacterait l'ensemble du secteur sportif

A un peu plus de 3 ans des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris, le monde sportif subit une crise grave, comme de nombreux autres secteurs d'activité mais, par essence, il saura se montrer résilient, solidaire et collectif pour traverser cette période inédite.

C'est dans cet esprit de coopération et de responsabilité que nous, acteurs du sport français réunis souhaitons, aux côtés de l'Etat, contribuer à la cohésion de la Nation en faisant reconnaître le sport, sous toutes ses composantes, comme une activité essentielle à notre société. Nous invitons tous les décideurs, privés ou publics, à nous rejoindre dans cet engagement au service de l'ambition de faire de la France une Nation sportive.

* Source BPCE l'observatoire – février 2020

Liste de Signataires

Association des maires de France
 Association nationale des élus en charge des sports
 Régions de France
 Association des départements de France
 France urbaine
 Association nationale des directeurs et intervenants des installations et des services des sports
 Comité national olympique et sportif français
 Fédération nationale des offices municipaux des sports
 Association nationale des ligues sportives professionnelles
 France Active-FNEAPL
 Conseil social du mouvement sportif
 Union sport et cycle
 Conseil national des employeurs d'avenir
 Mouvement des entreprises de France
 Fédération Communication Conseil Culture de la Confédération Française Démocratique du Travail
 Fédération nationale des associations et syndicats de sportifs

